

Viktor Orbán “n’a pas vu la ligne rouge”

Hongrie Une nouvelle manifestation contre la loi sur le travail est prévue ce vendredi par l’opposition.

Entretien Maria Udrescu

En Hongrie, la grogne sociale ne cesse d’enfler depuis l’adoption d’une loi assouplissant le droit du travail, perçue par les manifestants comme un “*droit à l’esclavage*”. Pourtant, le Premier ministre Viktor Orbán refuse de faire marche arrière. Et la loi a été promulguée ce jeudi par le chef de l’État János Áder.

Une nouvelle manifestation est donc prévue à Budapest ce vendredi soir. Cette inédite fronde anti-Orbán se poursuivra jusqu’à ce que “*le principe de démocratie soit renouvelé*” en Hongrie, prédit l’eurodéputé hongrois, Peter Niedermüller, issu de la Coalition démocratique (centre-gauche). Il se trouvait parmi les membres de l’opposition qui ont pénétré lundi dans les locaux de la télévision publique hongroise MTVA, accusée d’être aux mains du Fidesz au pouvoir et érigée par les manifestants en symbole d’un régime qui piétine la démocratie.

Dans quel but êtes-vous entrés dans le bâtiment de la télévision publique ?

Les partis d’opposition hongrois ont préparé un programme en cinq points, demandant que le pays adhère au Parquet européen, qu’il y ait plus de liberté de la presse ou encore un système judiciaire indépendant. Nous voulions bénéficier de 5 minutes d’antenne pour le présenter. Mais puisque la chaîne publique est contrôlée par le gouvernement, cela n’a pas été possible. Nous nous sommes rendus dans leurs locaux pour négocier avec le directeur. Il n’a jamais voulu nous rencontrer. Mais nous

avons été “accueillis” par les gardes de sécurité privés. Ils ont tabassé des membres de l’opposition du Parlement hongrois. C’était de la sale violence. Après 48 heures, la police nous a demandé de quitter le bâtiment.

Pourquoi la télévision publique est-elle accusée de partialité ?

Le gouvernement hongrois dit qu’il n’y a qu’une seule politique nationale. Selon lui, l’opposition ne fait donc pas partie du système politique, et serait un ennemi de la Hongrie et de la nation. C’est un peu comme en Turquie ou en Russie.

Le gouvernement a donc privatisé la télévision, d’un point de vue politique. Après 2010, lorsque M. Orbán a gagné les élections pour la première fois, il a pris des mesures pour pousser vers la sortie ou virer des journalistes importants de MTVA, afin de les remplacer par des hommes du pouvoir. Depuis, la télévision publique a systématiquement exclu de ses rangs toute voix critique. Elle est une fabrique de *fake news* qui ne parle que de migration, des dangers qu’elle représenterait pour l’Europe chrétienne, du philanthrope George Soros qui payerait l’opposition. Nous sommes criminalisés, stigmatisés par la télévision publique.

Or la Hongrie ne se résume pas à Budapest. Dans les petits villages ou villes, il n’y a pas d’autre source d’information à part la télévision publique. Ces gens ne savent rien des manifestations qui ont lieu à Budapest, parce que la télévision publique n’en parle pas. Il n’y a plus de pluralisme médiatique en Hongrie.

La fronde se poursuit. Viktor Orbán a-t-il été trop loin avec cette loi ?

Oui. C’était vraiment la ligne rouge, il ne l’a pas vue et il l’a atteinte. La jeune génération est en colère déjà à cause du départ de la Central European University. En plus, il n’y a pas de liberté de la presse. Cette loi sur le travail s’est ajoutée à tous ces points qui dérangent des parties différentes de la société. L’atmosphère en Hongrie est devenue bien plus radicale qu’il y a deux ou trois semaines. Rappelons que le Fidesz bénéficie d’une majorité des deux tiers au Parlement, notamment grâce au fait que l’opposition est très divisée. Mais depuis la rue, depuis les bancs de l’opposition, on peut lui montrer le désir d’un autre type de politique.

Quelle sera la suite de vos actions ?

D’abord, nous allons essayer d’organiser des manifestations en dehors de Budapest, de porter les actions jusqu’au cœur du pays. Ensuite, une manifestation a lieu à Budapest ce vendredi, où on attend 10 000 personnes. Et dès le premier jour de janvier, de nouvelles manifestations seront organisées. Pendant ce temps, se déroulent des négociations entre les partis de l’opposition, afin de trouver un consensus sur la manière de reconstruire les principes de démocratie et de liberté en Hongrie.

Vous négociez même avec le Jobbik, le parti d’extrême droite ?

C’est un grand problème. Le Jobbik semble essayer de suivre une nouvelle ligne politique, vers le centre-droit. Beaucoup de ses membres les plus radicaux sont partis pour créer le Mouvement Notre Patrie, très extrême. Je reste sceptique, il faudra surveiller l’évolution du Jobbik.